



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/2004/SR.23/Add.1
2 novembre 2004

Original: FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION
DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUXIEME PARTIE (PUBLIQUE)*
DE LA 23^{ème} SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 12 août 2004, à 11 h 30

Président : M. SORABJEE

SOMMAIRE

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION ET DE DECISION SE RAPPORTANT AUX
POINTS 4, 5 ET 6 DE L'ORDRE DU JOUR

* Le compte rendu analytique de la première partie (privée) de la séance est publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/2004/SR.23.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Sous-Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 11 h 45

EXAMEN D'UN PROJET DE RESOLUTION SE RAPPORTANT AU POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.19 (effets des méthodes de travail et des activités des sociétés transnationales sur la jouissance des droits de l'homme)

1. M. GUISSÉ annonce que le projet de résolution L.19 a été modifié. Les coauteurs sont d'accord pour supprimer les alinéas a), b), c), d) et e) qui ont suscité des objections et pour ajouter un dernier paragraphe, dans lequel il est demandé au groupe de travail de présenter son rapport à la cinquante septième session de la Sous-Commission.
2. Mme HAMPSON dit que, vu les amendements apportés au projet de résolution L.19, les auteurs du document L.7 décident de retirer ce texte.
3. M. CHEN, M. KARTASHKIN et Mme CHUNG se portent coauteurs du projet de résolution L.19.
4. M. ALFREDSSON, se référant aux Normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises, fait observer qu'il ne se serait pas associé au consensus sur ce texte s'il avait été présent à la dernière session de la Sous-Commission. Il a expliqué sa position à ce sujet au Groupe de travail sur les sociétés transnationales, dont il est membre. Cette position est d'ailleurs consignée dans le rapport du groupe paru sous la cote 2004/21. C'est la raison pour laquelle il a coparrainé les amendements contenus dans le document L.7, avant que celui-ci ne soit retiré, en raison des modifications apportées au document L.19 que M. Guissé vient d'annoncer. Malgré cela, M. Alfredsson continue d'avoir des réticences au sujet de ce texte, très précisément au sujet du paragraphe 2 du dispositif où il est fait référence à la Déclaration sur le droit au développement, à laquelle il n'est pas favorable. Il rappelle qu'il a expliqué sa position au sujet du droit au développement lors de l'examen du point 4 de l'ordre du jour et il regrette que la formule de compromis qu'il avait proposée pour le paragraphe 2 n'ait pas été acceptée.
5. M. Alfredsson conteste le bien-fondé des termes employés dans ce paragraphe, tels que « le caractère dynamique » du droit au développement. A son avis, ce « droit » n'a rien de dynamique. La Déclaration sur le droit au développement a été adoptée il y a dix huit ans, à l'issue d'un processus de rédaction qui a duré dix ans. Autrement dit, il y a eu trente années de débats ininterrompus, des centaines de réunions et des douzaines de rapports sur cette question, ce qui représente des dizaines de millions de dollars dépensés par les Nations Unies, et l'on ne sait toujours pas ce que signifie au juste le droit au développement.
6. Dans ce même paragraphe, ce droit est dit « intégré ». De l'avis de M. Alfredsson, le droit au développement n'est intégré dans aucune activité opérationnelle. On peut même aller jusqu'à dire que cette question a entraîné la division et créé plus de conflits qu'elle n'a apporté de solutions.
7. Enfin, le mot « multidimensionnel » qui est également accolé à ce « droit » donne lieu à diverses interprétations, parfois contradictoires.

8. Ces réticences n'empêchent pas M. Alfredsson d'être sensible à certaines idées qui sous-tendent le débat sur le droit au développement. Il est tout à fait favorable, en particulier, au renforcement des droits économiques, sociaux et culturels, et c'est la raison pour laquelle il a participé avec enthousiasme au Forum social, dont il partage pleinement les objectifs. Mais, à son avis, ces objectifs ont plus de chances d'être atteints sans la référence au droit au développement. Toutefois, compte tenu des appels qui lui ont été adressés par ses collègues et de son désir personnel de maintenir la bonne entente au sein de la Sous-Commission, M. Alfredsson ne s'opposera pas, malgré ses profondes réticences, à l'adoption sans vote de ce projet de résolution.

9. M. CASEY partage pleinement les vues que M. Alfredsson vient d'exposer. Pour lui également, le droit au développement est une notion qui sème la discorde. Toutefois, compte tenu des changements qui ont été apportés au texte, il ne s'opposera pas à ce que celui-ci soit adopté par consensus.

10. Mme HAMPSON fait observer qu'il y a encore des questions concernant les activités des sociétés transnationales qui doivent être examinées, comme elle l'a indiqué clairement au groupe de travail sur les sociétés transnationales, auquel elle a participé activement pendant l'année en cours. Toutefois, Mme Hampson n'est pas favorable à la prorogation du mandat du groupe de travail qui est prévue au paragraphe 3 du projet de résolution. Elle redoute en effet que cette mesure ne comporte un très grand risque, qui serait de mettre en péril les Normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises dont la Commission des droits de l'homme est actuellement saisie. Il aurait été préférable, à son avis, d'examiner les questions en suspens en séance plénière, au titre du point 4 de l'ordre du jour. Mme Hampson espère que la Sous-Commission n'aura pas à regretter d'avoir adopté le Projet de résolution L.19 et elle demande que cette explication de sa position au sujet du projet de résolution L.19 soit consignée. Cela dit, compte tenu des changements apportés au texte et dans le souci de maintenir de bonnes relations au sein de la Sous-Commission, elle ne s'opposera pas à ce que le projet de résolution soit adopté par consensus.

11. *Le projet de résolution L.19 tel qu'amendé oralement, est adopté sans vote.*

EXAMEN D'UN PROJET DE RESOLUTION SE RAPPORTANT AU POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.8 (discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance).

12. M. ALFONSO MARTINEZ a des réticences au sujet de ce texte, ainsi qu'il l'a dit aux coauteurs. Il ne juge par pertinente la méthode qui consiste à confier à deux experts, quels qu'ils soient, la poursuite de cette étude au cours des trois prochaines années.

13. M. BIRO dit partager les vues exprimées par M. Alfonso Martinez.

14. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, M. COMBA (Secrétariat) donne lecture d'un état estimatif des incidences financières du projet de résolution L.8, au cas où il serait adopté. Les montants à prévoir rentrant dans le cadre des charges permanentes de l'Organisation des Nations Unies,

l'adoption du projet de résolution ne nécessitera pas l'ouverture de crédits supplémentaires dans le budget-programme de l'Organisation.

15. *Le projet de résolution L.8 est adopté sans vote.*

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION ET DE DECISION SE RAPPORTANT AU
POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR.

Projet de décision E/CN.4/Sub.2/2004/L.13 (Directives et Principes relatifs à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme).

16. Mme KOUFA, présentant le projet de décision L.13, indique que, dans ce texte, l'idée essentielle est de créer un groupe de travail de session afin d'examiner la question de la protection des droits de l'homme dans le cadre de la lutte antiterroriste.

17. M. GUISSSE et Mme WARZAZI se portent coauteurs du projet de décision L.13.

18. *Le projet de décision L.13 est adopté sans vote.*

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.26 (Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme).

19. M. YOKOTA indique que le projet de résolution fait suite à la décision prise par la Commission des droits de l'homme, à sa dernière session, de proposer à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, d'adopter un Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui serait élaborer en collaboration avec l'Unesco. M. Yokota signale un léger changement apporté au texte. En effet, il a été fait remarquer que la référence aux seuls enseignements primaire et secondaire était trop limitée. C'est pourquoi les auteurs du texte ont remanié comme suit la fin du paragraphe 2 : « , et d'envisager de proposer qu'à partir de 2005, la Journée des droits de l'homme soit célébrée annuellement, dans le monde entier, dans tous les établissements d'enseignement et de formation, y compris les écoles primaires et secondaires ainsi que les établissements d'enseignement supérieur et les universités ; ».

20. M. ALFONSO MARTINEZ se dit préoccupé par le délai très court qui est indiqué au premier paragraphe. En effet, lui-même n'avait pas réalisé en lisant ce texte que, si l'Assemblée générale entérine, en novembre ou décembre 2004, l'idée de lancer ce Programme mondial, celui-ci devra commencer en janvier 2005. Or, il aurait été souhaitable que la Sous-Commission soit informée à l'avance du contenu de ce Programme, ce qui malheureusement sera très difficile. Peut-être pourrait-on ajouter, au premier paragraphe, une formule qui réponde à cette préoccupation.

21. M. YOKOTA partage pleinement les préoccupations de M. Alfonso Martinez touchant la brièveté du délai dans lequel le Programme mondial va entrer en vigueur, s'il est adopté par l'Assemblée générale. Mais le libellé du projet de résolution est identique à celui de la résolution adoptée par la Commission des droits de l'homme à sa soixantième session. D'autre part, M. Yokota se dit convaincu que les préparatifs en vue du lancement de ce Programme ont déjà commencé au Haut Commissariat aux droits de l'homme, lequel, sans aucun doute, en informera la Sous-Commission.

22. M. ALFONSO MARTINEZ dit souhaiter qu'à la prochaine session de la Sous-Commission, le Haut Commissariat présente un résumé du contenu du Programme élaboré en collaboration avec l'Unesco. Il souhaite que les auteurs du projet de résolution tiennent compte de cette demande.

23. M. YOKOTA assure M. Alfonso Martinez qu'il en sera fait ainsi.

24. M. BOSSUYT se porte coauteur du projet de résolution L.26.

25. *Le projet de résolution L.26 est adopté sans vote.*

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.29 (Rapport du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage).

26. M. PINHEIRO, après avoir rappelé que le Groupe de travail célébrera, l'an prochain ses trente années d'existence, fait observer que le texte du projet de résolution est un texte traditionnel relatif à la poursuite des travaux du groupe.

27. M. BIRO, M. ALFONSO MARTINEZ, Mme KOUFA, Mme RAKOTOARISOA, M. CASEY, M. TUÑON VEILLES, M. CHEN, M. CHERIF, M. KARTASHKIN et M. ALFREDSSON se portent coauteurs du projet de résolution L.29.

28. *Le projet de résolution L.29 est adopté sans vote.*

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.30 (Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre l'esclavage).

29. M. PINHEIRO recommande aux Etats de verser des contributions à ce Fonds qui accomplit une œuvre remarquable.

30. M. BIRO, M. CHERIF, M. ALFONSO MARTINEZ, M. KARTASHKIN, Mme KOUFA, Mme CHUNG et M. TUÑON VEILLES se portent coauteurs du projet de résolution L.30.

31. *Le projet de résolution L.30 est adopté sans vote.*

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.33 (Terrorisme et droits de l'homme).

32. Mme MOTOC précise que, dans ce texte, la Sous-Commission reconnaît l'ampleur des travaux accomplis par Mme Koufa sur la question du terrorisme et propose la publication d'un document de synthèse contenant l'ensemble de ces travaux.

33. M. ALFONSO MARTINEZ se porte coauteur du projet de résolution.

34. M. COMBA (Secrétariat) donne lecture d'un état estimatif des incidences du projet de résolution. Bien que la publication du document d'ensemble visé dans ce projet de résolution ne soit pas prévue dans le budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour le présent exercice biennal, les dépenses afférentes à cette publication devraient pouvoir être absorbées dans les limites des ressources existantes, compte tenu du fait que les activités des Rapporteurs

spéciaux rentrent dans le cadre des charges permanentes de l'Organisation. Il ne sera donc pas nécessaire d'ouvrir des crédits additionnels suite à l'adoption du projet de résolution L.33.

35. *Le projet de résolution L.33 est adopté sans vote.*

Projet de décision E/CN.4/Sub.2/2004/L.36 (Réserves aux Traités relatifs aux droits de l'homme).

36. M. KARTASHKIN, M. GUISSSE, M. CHERIF, M. ALFONSO MARTINEZ et M. TUÑÓN VEILLES se portent coauteurs du projet de décision L.36.

37. *Le projet de décision L.36 est adopté sans vote.*

Projet de décision E/CN.4/Sub.2/2004/L.43 (Les droits de l'homme et la solidarité internationale).

38. M. ALFONSO MARTINEZ se porte coauteur du projet de décision L.43.

39. *Le projet de décision L.43 est adopté sans vote.*

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.44 (Viol systématique, esclavage sexuel et pratiques analogues à l'esclavage).

40. Mme CHUNG indique que ce projet de résolution a essentiellement pour but de demander à la Haut Commissaire aux droits de l'homme de présenter un rapport actualisé sur les questions du viol systématique, de l'esclavage sexuel et des pratiques analogues à l'esclavage en période de conflit armé.

41. *Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.44 est adopté sans vote.*

Projet de décision E/CN.4/Sub.2/2004/L.46 (Rapport préliminaire sur l'étude sur les droits de l'homme et le génome humain).

42. M. ALFONSO MARTINEZ, M. GUISSSE, M. BOSSUYT, M. CHERIF, Mme WARZAZI et M. KARTASHKIN se portent coauteurs du projet de décision L.46.

43. M. KOUFA signale un amendement à la fin du texte. A l'alinéa c), après les mots « les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales », il faut ajouter ce qui suit : « et en lui permettant de leur envoyer le moment venu un questionnaire en vue d'établir son rapport intérimaire ».

44. M. COMBA (Secrétariat) donne lecture d'un état estimatif des incidences financières du projet de décision L.46, au cas où celui-ci serait adopté. Bien que des crédits ne soient pas inscrits dans le budget-programme pour financer les activités liées au mandat de la Rapporteuse spéciale, les dépenses y afférentes devraient pouvoir être absorbées dans les limites des ressources existantes, compte tenu du fait que les activités des Rapporteurs spéciaux sont considérées comme faisant partie des charges permanentes de l'Organisation des Nations Unies. Il ne sera donc pas nécessaire d'ouvrir des crédits supplémentaires si le projet de décision est adopté..

45. *Le projet de décision L.46, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans vote.*

Projet de décision E/CN.4/Sub.2/2004/L.47 (Reconnaissance du travail méritoire accompli par Mme Erica-Irène A. Daes en qualité de membre de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme).

46. M. YOKOTA dit qu'il n'a pas eu le temps de consulter tous les auteurs de ce texte. Toutefois, il apparaît qu'un certain nombre d'entre eux se proposent d'examiner, à la cinquante-septième session, la manière appropriée de célébrer le sixième anniversaire de la Sous-Commission et, à cette occasion, d'honorer la mémoire de ceux, parmi ses anciens membres, qui ont apporté une contribution majeure à ses travaux. Ces coauteurs ont donné leur accord pour que, à ce stade, le projet de décision L.47 soit retiré, étant entendu qu'il sera reconsidéré dans le contexte de l'anniversaire de la Sous-Commission. M. Yokota espère que les autres coauteurs appuieront cette proposition.

47. M. GUISSÉ fait remarquer que la proposition de M. Yokota ne tient pas compte des objections de ceux qui, comme lui-même, considèrent que tout le monde a participé à la promotion des droits de l'homme au sein de la Sous-Commission et que le fait de distinguer certains membres plutôt que d'autres est une source de discrimination.

48. M. WARZAZI, intervenant sur une motion d'ordre, ne voit pas l'utilité de faire des commentaires sur le document L.47, puisque son examen a été reporté à l'année suivante. Elle demande au Président de clore le débat sur ce texte.

49. M. ALFONSO MARTINEZ remercie M. Yokota de sa proposition constructive, à laquelle il se déclare pleinement favorable.

50. *Il est décidé, sans procéder à un vote, de reporter à la cinquante septième session l'examen du projet de décision L.47.*

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2004/L.48 (Pratiques traditionnelles nocives pour la santé des femmes et des fillettes).

51. M. WARZAZI note que le Secrétariat a donné lecture d'incidences financières à propos d'activités devant être entreprises par des Rapporteurs spéciaux. Elle fait remarquer qu'elle-même est Rapporteuse spéciale depuis de longues années et que le Secrétariat n'a jamais parlé d'incidences financières à propos de ses activités. Elle assume elle-même tous ses frais et elle accepte cette situation. Toutefois, elle aimerait savoir pourquoi il en va autrement pour d'autres Rapporteurs spéciaux et se demande s'il n'y a pas là une forme de discrimination.

52. Mme MOTOC précise la teneur du projet de résolution L.48. Dans ce texte, la Sous-Commission prend note avec satisfaction du huitième rapport final de Mme Warzazi et demande à celle-ci de poursuivre son travail en bénéficiant de l'aide du Haut Commissariat.

53. M. GUISSÉ remercie Mme Warzazi d'avoir soulevé ce problème. Lui-même est Rapporteur spécial depuis bien des années, sur la question des droits économiques, sociaux et culturels, et il n'a jamais reçu une quelconque assistance, financière ou matérielle, du Haut Commissariat. Tous les frais sont à sa charge.

54. M. COMBA (Secrétariat), répondant à Mme Warzazi et à M. Guissé, fait observer tout d'abord qu'un projet de résolution peut avoir, ou ne pas avoir, d'incidences financières. En deuxième lieu, il explique que c'est seulement lorsqu'un nouveau mandat est créé ou lorsqu'un mandat est renouvelé que le Secrétariat annonce les incidences financières de cette mesure. Quand un mandat se poursuit, il n'y a pas lieu d'indiquer à nouveau ses incidences financières, puisque celles-ci ont déjà été annoncées lors de la création du mandat. En troisième lieu, les Rapporteurs spéciaux bénéficient, de fait, d'une assistance du Haut Commissariat sous diverses formes. Il y a, au Secrétariat, des personnes dont la fonction est d'aider les experts et les Rapporteurs spéciaux de la Commission et de la Sous-Commission. De plus, les frais de voyages des experts et des Rapporteurs jusqu'au lieu où se tiennent les réunions des organes de l'ONU sont pris en charge par le Haut Commissariat. Par ailleurs, il existe des procédures normalisées d'établissement des coûts relatifs aux mandats. Pour les experts de la Sous-Commission, le Secrétariat prévoit le coût d'un séjour annuel à Genève de cinq jours ouvrables et le coût du personnel d'appui nécessaire calculé sur la base de trois mois de travail par an.

55. Mme WARZAZI dit qu'elle peut se passer de l'aide financière du Secrétariat. Par contre, elle insiste que la qualité de la collaboration qui pourrait lui être apportée dans le cadre de l'élaboration de son rapport. Elle demande à bénéficier de l'aide d'une assistante compétente. Cela dit, Mme Warzazi insiste sur le fait que, pendant toutes les années où elle a exercé les fonctions de Rapporteur spécial, elle n'a fait qu'un seul voyage financé par le Secrétariat.

56. M. COMBA (Secrétariat) regrette qu'il y ait un malentendu au sujet des incidences financières. Il suggère d'adopter à l'avenir une nouvelle pratique qui consisterait, chaque fois qu'un projet de décision ou de résolution ayant des incidences financières est adopté, à informer par écrit le titulaire du mandat correspondant du coût de ses futures activités et des sommes auxquelles il a droit à ce titre. Il se dit tout à fait disposé à inaugurer cette pratique.

57. M. ALFONSO MARTINEZ, M. CHERIF, M. KARTASHKIN, Mme KOUFA, M. CASEY, Mme WADIBIA-ANYANWU, M. CHEN et M. PINHEIRO se portent coauteurs du projet de résolution L.48.

58. *Le projet de résolution L.48 est adopté sans vote.*

Projet de décision E/CN.4/Sub.2/2004/L.49 (Droits de l'homme et acteurs non étatiques).

59. M. BIRO propose un amendement au texte du projet de décision. A la quatrième ligne, après les mots « acteurs non étatiques », il faut ajouter les mots « en vue d'étudier de manière systématique la question de la responsabilité au regard du droit international relatif aux droits de l'homme, et de lui présenter ce document à la cinquante septième session ».

60. M. ALFONSO MARTINEZ remercie M. Biro de cet amendement qui précise l'objectif du projet de décision. Il souhaite se porter coauteur de ce texte.

61. M. CHERIF, M. KARTASHKIN, Mme WARZAZI et M. SATTAR se portent également coauteurs du projet de décision.

62. M. GUISSÉ se dit préoccupé par la teneur du document L. 49 qui parle de la responsabilité des acteurs non étatiques. Il tient à souligner que cette responsabilité attribuée aux acteurs non

étatiques ne doit en aucun cas diminuer celle des Etats, dans la mesure où seuls les Etats sont sujets du droit international.

63. Mme WARZAZI se dit très satisfaite du texte présenté. Pendant des années, on n'a eu de cesse de rappeler la responsabilité des Etats, mais cette responsabilité est un fait acquis, qui ne fait l'objet d'aucune contestation. En revanche, la Sous-Commission n'a jamais pris officiellement position contre les violations des droits de l'homme commises par des acteurs non étatiques. Le moment est venu de parler de ces violations.

64. M. GUISSSE dit qu'il ne s'opposera pas à ce que ce texte soit adopté par consensus. Il souhaite seulement que ses réserves soient consignées dans le rapport de la Sous-Commission.

65. *Le projet de décision L.49, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté sans vote.*

66. Mme KOUFA intervenant sur une question de procédure, demande que l'expression « est adopté à l'unanimité » soit employée à propos du projet de décision L.13, au lieu de l'expression « sans vote » que le Président a utilisée pour caractériser l'adoption de ce texte.

67. M. DECAUX fait observer qu'il existe des différences entre les diverses expressions employées à l'occasion d'un vote. S'il n'y a pas de vote, il faut dire « sans vote » ou « par consensus ». L'expression « sans vote » ou « par consensus » ne veut pas dire « à l'unanimité ». Il y a des cas où certains membres auraient voté contre un texte, si celui-ci avait été mis aux voix. Le fait que ces membres n'aient pas fait obstacle au consensus sur un texte ne signifie donc pas que celui-ci fasse l'unanimité. Seul un vote permettrait de déterminer si cette unanimité existe vraiment. De même, ce n'est pas parce que certains membres n'élèvent pas la voix qu'ils sont nécessairement coauteurs. Être coauteur et approuver un texte, ce n'est pas la même chose non plus.

68. Suite à une intervention de Mme WARZAZI sur le même sujet, LE PRESIDENT rappelle que, aux termes de l'article 57 du règlement intérieur des Commissions techniques du Conseil économique et social, il n'y a que deux méthodes pour l'adoption d'un texte : sans vote et avec vote.

Projet de décision E/CN.4/Sub.2/2004/L.34 (Coopération technique).

69. M. ALFREDSSON rappelle qu'il a été décidé d'inscrire le projet de décision L.34 sous le point 6 c). Il estime donc le moment venu de se prononcer sur ce texte.

70. M. DECAUX fait observer qu'aux termes de l'article 12 du règlement intérieur, il faut au moins quatre coauteurs pour qu'un projet de décision ou de résolution puisse être présenté.

71. Mme WARZAZI rappelle que la Sous-Commission a déjà adopté une résolution qui n'avait que deux coauteurs. Il y a donc un précédent.

72. M. ALFONSO MARTINEZ ne croit pas qu'il existe une règle comme celle que vient de citer M. Decaux. Lors de l'examen du règlement intérieur, il avait été décidé que chacun avait le droit de prendre une initiative. Un projet de résolution peut très bien n'avoir même qu'un seul auteur.

73. LE PRESIDENT, après lecture du règlement intérieur, donne raison à M. Alfonso Martinez.

74. Mme HAMPSON se référant au projet de décision L.52, appelle l'attention sur la nouvelle version de ce document, qui n'est malheureusement disponible qu'en anglais. Elle espère recevoir les observations de ses collègues sur ce texte avant le début de la séance de l'après-midi.

75. Répondant à une question du PRESIDENT, Mme HAMPSON précise que, sous réserve que les coauteurs de ce nouveau texte donnent leur accord, celui-ci remplacera l'ancienne version du L.52.

-

La séance est levée à 13 heures